

# Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

28 décembre 2020

Rédacteurs

Gestion

Recherche Economique

## Et pendant ce temps, l'Asie avance

Le déclin du multilatéralisme sur fond de constat de l'inexistence d'une mondialisation heureuse partagée par tous, est un thème de réflexion ancien dans nos travaux sur nos Perspectives Economiques et financières. Nos conclusions étaient doubles : s'attendre à un retour du bilatéralisme dans les relations entre Etats, mais aussi à la mise en place d'une régionalisation choisie et moins ancrée dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

L'accord de libre échange, signé mi-novembre par 15 pays de la zone asiatique, s'inscrit dans ce courant. Il forme un cadre unique à des pactes bilatéraux déjà existants entre les uns et les autres, à l'exception notable de de la Chine et du Japon jusqu'alors sans lien hors OMC. Le Partenariat Economique Régional Global (RCEP) acte donc cette volonté régionale autour de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande et de 10 pays de l'ASEAN. Il a comblé le vide laissé par l'abandon du projet de Partenariat Trans-Pacifique (TPP) après le retrait des Etats-Unis en 2017. Ainsi, avec ses tarifs douaniers privilégiés, le RCEP devrait accélérer une intégration économique d'un ensemble qui englobe des économies avancées et des pays plus pauvres, et dont les relations politiques sont parfois difficiles . Sans les Etats-Unis, ni l'Inde, ce pacte touchera un ensemble qui représente 30% de la population et du PIB mondial. En termes de marchés financiers, les 15 pays signataires pèsent 18% de l'indice actions Monde. On peut anticiper que les entreprises de ces pays devraient profiter d'une plus grande facilité pour repenser leurs chaînes de valeur manufacturières (aucune contrainte sociale ou environnementale n'est citée) mais aussi de l'abaissement, dans un second temps à venir, des barrières non tarifaires dans les services et le numérique.

Nous avons aussi fait le diagnostic que le monde était dominé par un duopole Etats-Unis , Chine. Il est clair que ce partenariat est un défi pour la nouvelle administration américaine. Il renforce la Chine et favorisera son rayonnement (mais la Route de la Soie en demeure son principal vecteur). N'oublions pas le Japon qui devrait profiter de ce pacte en obtenant des accès préférentiels jusqu'alors inexistantes, à la Corée du sud et surtout à la Chine. Et si cet accord arrive au bon moment où les économies cherchent à survivre à l'effondrement des productions et les échanges, on s'interrogera sur le cas de l'Inde, durement touchée par la crise sanitaire, et qui a décidé de quitter les pourparlers de cet accord.

L'Asie avance quand les autres continents reculent. Et ce partenariat symbolise ce déplacement du centre de gravité autour de la Chine. Or, si l'hégémonie du dollar demeure totale dans les réserves de change internationales, ce mouvement de gravitation pourrait se traduire par un usage transnational plus grand du Renminbi dans cet ensemble régional. Avec, par conséquent , une part plus grande dans les bilans des banques centrales de la région.

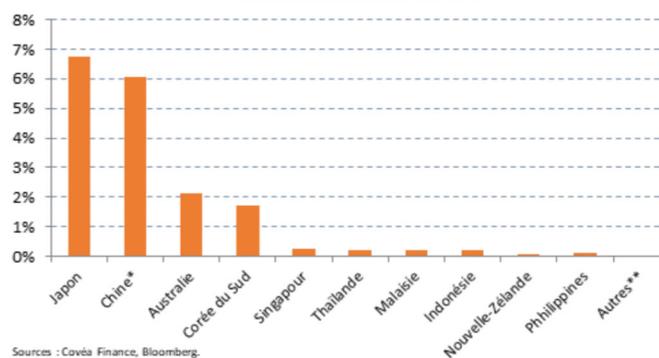
### Sommaire

**Suivi des marchés** p2  
Marchés obligataires  
Marchés actions

**Suivi macroéconomique** p3  
Etats-Unis  
Europe  
Asie

### Focus de la semaine

Partenariat régional économique global - Poids dans l'indice actions monde au 17-12-2020



Sources : Covéa Finance, Bloomberg.

\*Chine : dont Hong-Kong inclu (0,8%)

\*\*Autres : Birmanie, Brunei, Cambodge, Laos et Vietnam pour un poids total de 0%

« ce partenariat symbolise le déplacement du centre de gravité autour de la Chine »

# Analyse de l'évolution des marchés sur la semaine

## Obligataires

Deux nouvelles majeures sont venues ponctuer cette fin de semaine. D'une part, l'annonce d'un accord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne jeudi 24 décembre après clôture des marchés, puis la signature par Donald Trump, dans la nuit de dimanche à lundi, des mesures de relance aux Etats-Unis, d'un montant de 900Md\$. Ces 2 événements (qui nécessitent encore un certain nombre d'étapes de validations dans le cas du Brexit) n'ont à ce stade que de faibles répercussions sur les courbes souveraines qui évoluent il est vrai dans le contexte particulier de la fin d'année et avec un marché fermé au Royaume Uni. On notera simplement la légère hausse des taux américains (+2pb à 0.95% pour le 10 ans).

## Actions Europe

Sur la semaine écoulée, les marchés actions européens (Indice MSCI EMU, Union Economique et Monétaire européenne) demeurent inchangés dans l'attente d'une signature imminente d'un accord sur le Brexit.

Les secteurs de l'Immobilier et les Services aux Collectivités affichent les meilleures performances, avec des variations hebdomadaires de respectivement +0,9% et +0,8% alors que les services de Communication (-1,4%) et la Santé (-1,2%) ferment la marche.

Sur le plan des titres, Siemens Gamesa Renewable Energy ressort en tête de classement avec une progression de 7,4% après avoir annoncé la signature d'un contrat de fourniture d'électricité au Brésil. Fort d'une performance solide au cours de l'année 2020, le secteur des énergies renouvelables figure en bonne place dans nos thèmes PEF identifiés notamment sur le plan de l'indépendance énergétique. En revanche, Grifols recule de 4,2% alors que la mutation du coronavirus pourrait perturber la collecte de plasma.

Ainsi, l'indice portugais progresse le plus avec +1,9% grâce à ses expositions dans les renouvelables (EDP Renovaveis) alors qu'en fin de tableau l'indice suisse abandonne 1,0% en raison de son fort ancrage sur les valeurs pharmaceutiques.

Depuis le début de l'année, l'indice des petites et moyennes capitalisations MSCI EMU Small Cap affiche une performance positive (+3,1%) loin devant le MSCI EMU (-3,1%) et le MSCI Europe (-6,1%).

## Actions Internationales

Aux Etats Unis, les volumes échangés se sont beaucoup réduits cette semaine et le S&P 500 est resté quasi inchangé, s'effritant de -0,2%. Le contexte sanitaire a continué de se dégrader mais l'approbation récente de deux vaccins et la préparation de campagnes de vaccination à partir de janvier prochain apportent un regain de confiance dans une possible accélération de la croissance en 2021. Parallèlement, un plan de soutien de \$900 millions a été voté par le Congrès mais est resté en suspens toute la semaine dans l'attente d'une ratification du Président Trump, finalement intervenue au cours du week-end dernier. Presque tous les secteurs de l'indice s'inscrivent en recul, l'énergie en particulier avec une baisse de 2%, en écho à celle des cours du brut (-1,8%). Comme tout au long de l'année, la technologie a été recherchée (+0,8%) tandis que les banques (+0,9%) ont bénéficié de bons résultats aux « Stress Tests » de Décembre.

Une semaine avec les évolutions contrastées en Asie. Les marchés de la Corée du Sud et du Taiwan sont en progression suite à la révision en hausse des prévisions de volumes T1 de l'iphones 12 qui ont favorisé l'ensemble des valeurs de la chaîne d'approvisionnement Apple.

Quant au reste de la zone, les marchés sont en baisse en raison de prises de profits. En Chine, sur le plan monétaire, la Banque Centrale chinoise (PBOC) a injecté des liquidités la semaine dernière, provoquant un fort recul du taux au jour le jour. Pour illustrer la volonté des Etats de retrouver du pouvoir face aux grands groupes de technologie, on notera qu'une réunion a été organisée par les autorités chinoises avec les 6 plus grandes plateformes internet domestiques. Au cours de cette réunion, les autorités ont rappelé à ces sociétés les bonnes pratiques commerciales et concurrentielles, visant particulièrement Ant Financial, la filiale d'Alibaba. Les autorités chinoises ont ainsi décidé de lancer une procédure de position dominante à l'encontre d'Alibaba. PCOC et la Commission de régulation bancaire chinoise souhaitent ainsi rediriger le groupe Ant vers le respect des règles de la concurrence et la protection des droits du consommateur. La PBOC a officiellement ordonné à Ant Group, filiale dédiée aux services financiers du groupe Alibaba, de se recentrer sur son cœur de métier et de stopper le développement de ses activités de prêts à la consommation et de gestion d'actifs. Tencent et les autres plateformes internet ont souffert en bourse suite à ces développements. De plus, toujours en Chine et dans la thématique de la transition énergétique, le gouvernement a indiqué que le pays allait accélérer ses investissements dans l'éolien et le photovoltaïque. Toujours dans cette thématique et cette fois ci au Japon, les autorités ont également fait part de leur stratégie de croissance verte, avec notamment un objectif de remplacement de l'ensemble des moteurs à combustion par de l'électrique avant 2035.

Le gouvernement chinois a par ailleurs fixé au 5 mars 2021 l'ouverture de la prochaine Assemblée Nationale du Peuple. Y seront précisés entre autres les détails du 14ème plan quinquennal.

# Le regard de l'analyse financière et extra-financière

## **Le Japon et la Corée du Sud visent un objectif « net zéro » :**

Le nouveau Premier ministre japonais, Yoshihide Suga, a déclaré lors de sa première allocution au parlement que le Japon viserait la réduction de ses émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) de -80% entre 2010 et 2050. Dans un second temps, le Japon visera la neutralité carbone au cours de la seconde moitié du 21e siècle. Le gouvernement entend réduire la dépendance du pays au charbon, qui fournit actuellement près d'un tiers de l'électricité.

Pour rappel, le Japon est le 5ème plus grand émetteur de GES au monde et dispose de 48GW de capacité charbon, 7,4GW sont en construction et 2,5GW supplémentaires en planification.

Le Président sud-coréen, Moon Jae-in, a déclaré que la Corée du Sud viserait la neutralité carbone à horizon 2050. Il s'agissait auparavant d'un engagement électoral et fait suite à un « Green New Deal » annoncé en juillet 2020 (Le gouvernement coréen entend remplacer ses capacité charbon – qui produisent actuellement plus de 40% de l'électricité – par de l'énergie renouvelable mais la première étape sera de renforcer l'objectif de réduction puisque, pour concrétiser son nouvel objectif, la Corée du Sud devra *a priori* réduire ses émissions de -10 % par an au cours des 30 prochaines années, selon le Ministère de l'environnement.

Au-delà de montrer l'accélération de l'action politique sur le changement climatique dans ces deux pays, ces annonces sont l'occasion de rappeler que l'Union Européenne n'a pas (plus ?) le monopole des politiques climatiques. Déjà la Chine disposait d'engagements, notamment en termes de réduction de la part du charbon dans le mix-énergétique. Maintenant, ce sont deux puissances majeures de l'Asie-Pacifique qui s'engagent.

Après l'Europe et l'Asie, nous ne saurions oublier de mentionner l'élection de Joe Biden aux Etats-Unis et au retour que cela implique, *a priori*, dans les Accords de Paris. Pour rappel, le Président Trump vient d'entériner la sortie des Etats-Unis de l'Accord international qui est devenue effective le 04/11/2020.

# Suivi Macroéconomique

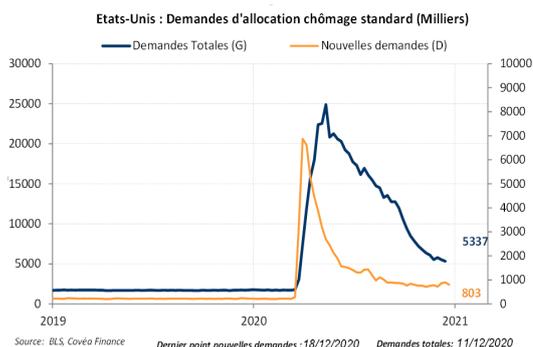
## États-Unis

« Donald Trump ratifie le plan de relance du congrès »

**Aux Etats-Unis, malgré ses précédentes menaces de blocage de la ratification du projet de loi approuvé par le congrès la semaine passée, Donald Trump a finalement validé dimanche 27 décembre ce projet d'un montant de 2300 Mds\$, assurant la reprise des versements des allocations chômage à plusieurs millions d'Américains et empêchant une nouvelle situation de fermeture de certaines administrations fédérales.** Ce projet de loi comprend un plan de soutien de 900 Mds\$ et une loi de dépenses de 1400 Mds\$ qui financera l'Etat fédéral jusqu'en septembre 2021.

**Du côté de l'industrie manufacturière, l'indice d'enquête régional de la Fed de Richmond reste bien orienté et s'inscrit en hausse en décembre, passant de 15 à 19 points :** les nouvelles commandes atteignent 24 points (12 en novembre) et l'emploi 20 points (13 en novembre). Les indicateurs de la Fed de New York et de Philadelphie publiés récemment décrivent eux un ralentissement de l'activité en décembre. **Dans l'immobilier, après 5 mois consécutifs de forte progression, les ventes de logements anciens prennent une respiration en novembre.** Le niveau des ventes recule de 2,5% sur le mois, tant pour les maisons individuelles que les appartements, ce qui laisse la croissance annuelle des ventes à un rythme très soutenu de +26%. **Enfin, en ce qui concerne la consommation, les indicateurs publiés sur la période décrivent un ralentissement en cette fin d'année 2020.** L'indice de confiance des consommateurs du *Conference Board* s'est dégradé en décembre, passant de 92,9 à 88,6 points. Cette détérioration reflète une forte chute de l'appréciation de la situation présente, tandis que les perspectives futures sont en légère amélioration. Par ailleurs, et pour la première fois depuis avril dernier, les dépenses de consommation des ménages se sont contractées au mois de novembre, suivant la même trajectoire que les ventes au détail publiées la semaine dernière. La baisse mensuelle de -0,4% touche les biens durables (-1,7%), les biens non durables (-0,7%) et les services (-0,2%). En rythme annuel, les dépenses en biens durables s'affichent toujours en forte croissance (+12,1%), tandis que les services restent en nette contraction (-6,7%).

**Ce ralentissement de la consommation s'explique par la dégradation sanitaire et par l'affaiblissement du revenu des ménages en cette fin d'année.** En effet, le revenu disponible s'est contracté de nouveau en novembre (-1,3% sur le mois, après -0,8% en octobre), sous l'effet d'une nette chute des revenus tirés des allocations chômage (-8,9%) en raison de l'expiration des indemnités chômage exceptionnelles. Les revenus salariaux sont toutefois restés en progression (+0,4%). **Du côté du marché du travail, les nouvelles demandes d'allocation chômage ont reflué la semaine du 19 décembre, après une première quinzaine de dégradation.** Les nouvelles inscriptions s'établissent à 803 000 après 892 000. Les demandes totales standards sont également en baisse à 5,3 millions contre 5,5 la semaine précédente, un mouvement qui reflète essentiellement des expirations de droits.



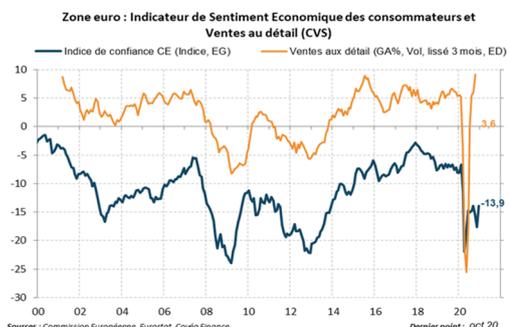
## Europe

« L'Union Européenne et le Royaume-Uni parviennent finalement à un accord concernant le Brexit »

**Cette semaine, l'actualité européenne a été marquée par la conclusion d'un accord entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni sur les modalités de la future coopération entre ces deux entités.** Au terme de plusieurs mois de négociations, et à moins d'une semaine de la date butoir du 31 décembre, les deux parties ont finalement trouvé un terrain d'entente. **Cet accord prévoit la mise en place d'une zone de libre échange entre l'UE et le Royaume-Uni sans droits de douanes ni quotas sur l'ensemble des biens.** En revanche, les formalités douanières, ainsi que les contrôles sanitaires et phytosanitaires seront rétablis. Les règles dites « d'origine », qui stipulent qu'un bien doit comporter un minimum de valeur ajoutée issue d'un pays de la zone de libre-échange pour bénéficier d'une exemption de droits de douanes, seront également mises en place. L'accord reconnaît l'autonomie réglementaire du Royaume-Uni et prévoit donc que les biens fabriqués sur le sol britannique devront être certifiés conformes aux normes européennes pour pouvoir être exportés. Par ailleurs, le Royaume-Uni ne participera plus aux agences européennes de régulation (Agences européennes du médicament, des produits chimiques et de l'aviation notamment). **Les barrières « non-tarifaires » seront donc nombreuses par rapport à la situation existante et pourraient pénaliser les flux commerciaux.** Concernant les services, la portée de l'accord semble plus limitée. Le Royaume-Uni ne bénéficiera plus du principe de la libre-circulation des services. Les entreprises britanniques devront donc s'assurer de la conformité de leurs activités avec la législation, souvent différentes, de chaque état-membre de l'UE. La reconnaissance des qualifications professionnelles des fournisseurs de services britanniques ne sera par ailleurs pas automatique. Enfin, l'accord négocié la semaine dernière ne couvre pas la question des services financiers. Il est établi que le Royaume-Uni, ne pourra plus disposer du passeport européen, c'est-à-dire disposer du droit de libre établissement ou de libre prestation de services dans l'Union Européenne. Le Royaume-Uni pourrait en revanche disposer d'un régime d'équivalence, qui permettrait que certains services financiers continuent d'être assurés dans l'UE. **Cette question fera l'objet d'une décision en mars 2021.** Enfin, concernant la mise en place d'un « cadre concurrentiel équitable » (*level-playing field*), les deux parties se sont accordées sur un principe de non-régression dans de nombreux domaines notamment ceux du droit du travail et des aides d'états. Les éventuels conflits concernant la gouvernance de

# Suivi Macroéconomique

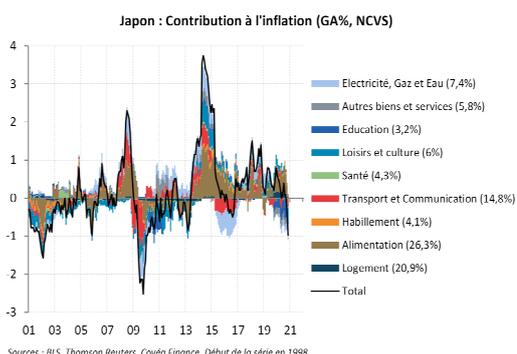
l'accord seront portés devant un organe indépendant qui disposera d'un pouvoir contraignant, et non devant la Cour de Justice de l'Union Européenne, conformément aux souhaits du gouvernement britannique. **Pour ce qui est de la suite, le parlement britannique devrait ratifier l'accord le 30 décembre. Du côté de l'Union Européenne, l'accord s'appliquera de façon provisoire jusqu'au 28 février 2021, le temps que le parlement européen et le conseil ratifient l'accord, à la majorité simple et à l'unanimité respectivement.** A priori, et selon l'avis de la Commission, l'approbation des parlements nationaux de l'UE ne devrait pas être nécessaire.



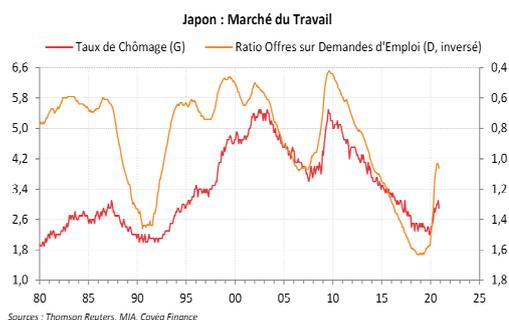
**Sur la semaine, la principale publication statistique concerne l'estimation préliminaire de la confiance des consommateurs en Zone euro qui se reprend quelque peu en décembre mais reste faible.** L'indice correspondant gagne 3,7 points, effaçant le recul des deux derniers mois, et atteint -13,9 points. Il demeure toutefois largement en-deçà de son niveau d'avant crise. Bien que le détail, par pays ou par sous-composante, ne soit pas disponible pour cette estimation préliminaire, les publications nationales sur le climat des affaires montrent que les craintes sur l'évolution de la situation économique, et plus particulièrement sur l'emploi, restent vives. Par ailleurs, la mise en place de nouvelles mesures de confinement sur la fin d'année risque de pénaliser les ventes au détail, encore en progression en octobre.

## Asie et reste du monde

« Les prix au Japon amplifient leur baisse... »



**Au Japon, les prix amplifient leur contraction en novembre au niveau national, avec la baisse désormais de la quasi-totalité des sous-indices sectoriels de prix.** Avec une contraction de -1% sur les 12 derniers mois, le Japon connaît sa baisse de prix la plus intense depuis la crise financière de 2009. Du côté de la demande, les ventes au détail ont reculé sur le mois de novembre restant sur des niveaux globalement stables relativement au début d'année 2020. **De façon plus surprenante les données du marché du travail montrent une légère amélioration, avec une baisse du taux de chômage de 3,1% à 2,9%, et un retournement du ratio offres sur demandes d'emploi qui a très légèrement progressé sur le mois.**



# Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		juil.-20	août-20	sept.-20	oct.-20	nov.-20	déc.-20		
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-6,6	-6,5	-6,3	-5,0	-5,5			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	-3,7	-3,0	-2,1	-1,8				
	Créations / Destructions nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	1761	1493	711	610	245			
	Exportations (volume, CVS, GA%)	-9,9	-8,1	-5,2	-3,2				
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	4,6	4,6	4,7	4,4	4,4			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	1,0	1,3	1,4	1,2	1,2			
Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4745,5	4745,7	4722,7	4732,4			
		Taux de chômage (%de la population active)	8,7	8,6	8,5	8,4			
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,4	-0,2	-0,3	-0,3	-0,3		
	Allemagne	IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indice)	98,7	99,7	101,3	98,6	96,8	98,4	
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	5,0	6,7	4,9	7,9			
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-6,7	-1,5	-1,2	1,9			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-10,9	-7,9	-6,6	-7,0			
	France	Banque de France - Climat des affaires (indice)	99,2	105,3	100,9	97,2	95,8		
		Climat dans le secteur de la construction (indice)	-14,0	-13,4	-13,5	-15,6	-16,5		
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	1,3	3,5	-0,8	2,7			
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-8,3	-6,4	-5,9	-4,2			
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-15,8	-17,4	-10,2	-9,7			
	Italie	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-7,5	-0,1	-4,8	-2,5			
		PMI Manufacturier (Indice)	51,9	53,1	53,2	53,8	51,5		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-8,8	-4,3	-4,4	-7,3			
	Espagne	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-5,9	-5,5	-3,1	-1,6			
		PMI Manufacturier (Indice)	53,5	49,9	50,8	52,5	49,8		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-7,7	-6,3	-3,9	-4,5			
	Royaume-Uni	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-7,3	-6,3	-6,3	-5,6			
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	1,2	2,8	4,6	5,8	2,4		
		Inflation (prix à la consommation, GA%)	1,0	0,2	0,5	0,7	0,3		
	Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	-7,7	-8,2	-8,9	3,6		
			Exportations (valeur, CVS, GA%)	-20,3	-11,7	-7,8	-1,8	-1,6	
			Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)	-1,5	-1,3	-1,0	-0,8		
Chine		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,3	0,2	0,1	-0,4	-1,0		
		Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	4,8	5,6	6,9	6,9	7,0		
		Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)	-5,0	-2,5	-1,0	0,8	1,9		
Autres émergents	Brésil	Importations (valeur, NCVS, GA%)	-1,4	-2,1	13,2	4,7	4,6		
		Production industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,6	-0,9	1,7	1,0			
	Russie	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	2,3	2,4	3,1	3,9	4,3		
		Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	-5,9	-4,2	-3,6	-5,5	-2,6		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	3,4	3,6	3,7	4,0	4,4		

05/11/2020 : date de nos dernières Perspectives Économiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

# Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	05/11/20	25/12/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 05/11/20 (% ou pbs)*
<b>Marchés obligataires</b>	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	0,25	0,25	-1,50	0,00
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		BOE	0,75	0,10	0,10	-0,65	0,00
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00
		Banque de Corée	1,25	0,50	0,50	-0,75	0,00
		Brésil	4,50	2,00	2,00	-2,50	0,00
		Russie	6,25	4,25	4,25	-2,00	0,00
		Inde	5,15	4,00	4,00	-1,15	0,00
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00
	Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	0,76	0,92	-0,99	0,16
		France OAT	0,12	-0,36	-0,31	-0,43	0,05
		Allemagne	-0,19	-0,64	-0,55	-0,36	0,09
		Italie	1,41	0,67	0,59	-0,83	-0,08
		Royaume-Uni	0,82	0,23	0,26	-0,57	0,02
		Japon	-0,01	0,02	0,02	0,03	0,00
		Corée du Sud	1,63	1,53	1,69	0,07	0,17
		Brésil	3,71	3,34	3,27	-0,44	-0,06
	Russie	6,28	6,03	6,02	-0,27	-0,01	
Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	242,2	243,7	2,54	0,61	
<b>Marchés des changes</b>	Contre euro (1 € = ...devises)	Dollar	1,12	1,18	1,22	8,7	3,1
		Sterling	0,85	0,90	0,90	6,4	0,0
		Yen	121,8	122,4	126,3	3,7	3,2
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1167	1128	1103	-5,5	-2,3
		Real brésilien	4,0	5,5	5,2	28,4	-6,6
		Rouble	62,1	77,0	74,2	19,5	-3,7
		Roupie indienne	71,4	74,4	73,5	3,0	-1,1
		Yuan	7,0	6,7	6,5	-6,1	-1,7
<b>Marchés actions</b>	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	3510	3703	14,6	5,5
		Japon - Nikkei 300	352	342	373	5,8	8,8
		France - CAC 40	5978	4984	5522	-7,6	10,8
		Allemagne - DAX	5971	5440	5878	-1,5	8,1
		Zone euro - MSCI EMU	132	116	128	-3,1	10,3
		Royaume-Uni - FTSE 100	7542	5906	6502	-13,8	10,1
		Corée du Sud - KOSPI	2175	2414	2807	29,0	16,3
		Brésil - Bovespa	118573	100751	117807	-0,6	16,9
		Russie - MICEX	3076	2861	3246	5,5	13,5
		Inde - SENSEX	41254	41340	46974	13,9	13,6
		Chine - Shangāi	3050	3277	3397	11,4	3,6
		Hong Kong - Hang Seng	28190	24886	26387	-6,4	6,0
		MSCI - BRIC	1129	1221	1254	11,1	2,7
	Euro	S&P (€)				5,4	2,3
		Nikkei 300 (€)				2,0	5,5
		FTSE 100 (€)				-19,0	10,1
<b>Matières premières</b>	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	409	451	16,3	10,2
		Indice CRB**	402	415	441	9,7	6,2
	Energétiques	Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	41	51	-22,3	25,3
	Métaux précieux	Prix de l'once d'Or	1523	1947	1880	23,4	-3,4
		Prix de la tonne de cuivre	6174	6853	7788	26,1	13,6

\*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

\*\*CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

05/11/2020 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document. Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.